

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 15/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VYGON

8, rue de Paris
95440 Écouen

Références : IC-R/0260/24-YY/VM
Code AIOT : 0005103902

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement VYGON implanté ZAC du parc technologique Alata 60550 Verneuil-en-Halatte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VYGON
- ZAC du parc technologique Alata 60550 Verneuil-en-Halatte
- Code AIOT : 0005103902
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité exercée par la société VYGON sur son site de Verneuil-en-Halatte consiste à réceptionner, stocker, préparer des commandes et expédier des produits médico-chirurgicaux à usage unique.

L'exploitation de la plate-forme logistique est réglementée par 2 arrêtés préfectoraux des 5/08/2002 et 29/12/2009. En marge de cette plate-forme, la société VYGON exploite une installation de stérilisation de produits médico-chirurgicaux, qui a fait l'objet d'un récépissé de déclaration du 26/09/2005.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Documents administratifs au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	Demande d'action corrective	2 mois
3	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
5	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Demande d'action corrective	1 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	et Enr)		
6	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Sans objet
7	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
10	surveillance oxyde d'éthylène	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 3.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La disponibilité de la ressource en eau pour lutter contre un incendie sur une durée de 2 heures n'a pu être établie.

L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks simplifié ni d'un plan général de stockage liés à l'état des stocks. L'état des stocks n'est pas mis à jour a minima de manière hebdomadaire.

Aussi, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant :

- d'établir un état de stocks simplifié, un plan général de stockage lié à l'état des stocks, et de mettre à jour a minima de manière hebdomadaire l'état des stocks;
- de déterminer la quantité d'eau requise pour lutter contre un incendie sur 2 heures suivant le guide D9, et de justifier par ailleurs la disponibilité de cette eau.

En dernier lieu, il est demandé à l'exploitant :

- de transmettre le dernier rapport de contrôle de son assureur;
- d'examiner sa situation administrative ;
- de procéder à l'alignement de la pompe au laser, d'engager des actions correctives contre les non-conformités (sans échec de l'installation de sprinkleur) et de prendre en compte les propositions d'amélioration et observations formulées par l'organisme de contrôle sur son installation de sprinkleur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Éléments utiles pour la situation administrative de l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :

- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;
- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;
- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;
- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection :

- son dossier de demande d'autorisation de mars 2009 ;
- les résultats de la modélisation des flux thermiques joints à sa demande d'autorisation.

Le dernier rapport de l'assureur (ALLIANZ) 21 novembre 2021.

L'assureur a relevé des non-conformités portant sur les pressions dynamiques et statiques des RIA. Toutefois, le dernier contrôle des RIA effectué par la société UXELLO le 28 novembre 2023 n'a pas mis en évidence de non-conformité.

Par ailleurs, ce rapport précise qu'une révision triennale est à prévoir sur l'installation de sprinkleur. L'exploitant a présenté un document établi par UXELLO précisant que cette révision a été effectuée du 04 au 06 avril 2022. Le compte rendu de cette révision fait état des remarques suivantes :

- « - manque plume sur mano enregistreur, vanne à remplacer poste 1;
- Cloche des postes 3-4-8-9-10-11 : HS ;
- Vanne de refoulement source B2 : HS » ;

L'exploitant a présenté un bon d'intervention attestant que des actions correctives ont été engagées (16 juin 2022) permettant d'y remédier. Ces actions ont été réalisées par la société UXELLO.

Son nouvel assureur, Groupama, a procédé à un contrôle du site de Verneuil-en-Halatte le 30 mai 2024.

Au vu de l'absence du dernier rapport de l'assureur (Groupama), l'inspection ne peut pas conclure sur la conformité des installations au regard des dispositions du point 1.2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande de justificatifs: Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de contrôle établi par l'assureur Groupama, et d'engager d'éventuelles actions correctives sur les remarques qui seront potentiellement formulées par l'assureur. L'exploitant transmis sous un délai de 1mois le document mentionné précédemment.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Documents administratifs au titre des ICPE

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Appréciation des dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 a modifié la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant n'a pas procédé à l'examen de la situation administrative de l'entrepôt. Cependant, la configuration de l'entrepôt n'a pas évolué (pas de nouvelle cellule, ni de stockage à l'extérieur sous une toiture). En outre, ce sont uniquement des matières de type 1510 qui sont stockés à l'intérieur de l'entrepôt. Aussi, le régime de classement de l'entrepôt n'est pas modifié (régime de l'enregistrement). Aucun produit visé par les rubriques 4XXX n'est stocké dans les cellules.</p> <p>Non-conformité (faits modérés) : L'examen de la situation administrative de l'entrepôt n'a pas été réalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective : L'inspection demande à l'exploitant de se référer au guide de l'entrepôt de l'INERIS pour examiner l'évolution éventuelle de la situation administrative de son entrepôt. L'exploitant transmet à cet effet des justificatifs sous 2 mois.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le logiciel WMS est utilisé pour déterminer l'état des stocks des produits stockés sur le site de Verneuil-en-Halatte.</p> <p>L'exploitant dispose d'un état des stocks informatisé.</p> <p>L'adressage des produits stockés est réalisé suivant un code alphanumérique dont un exemple est explicité ci-après:</p> <p>«S» pour désigner les cellules: S1 à 10 (cellule 1), S11 à 20 (cellule 2) et S21 à 31 (cellule 3);</p> <p>«P» pour indiquer le picking réalisé soit en mezzanine soit au sol uniquement au sein de la cellule 1;</p> <p>«D exp»: produits prêts à être expédiés.</p> <p>Les quantités des produits stockés sont précisés ainsi que leurs volumes et masses.</p>

L'exploitant a souligné que les données concernant l'état des stocks sont stockées sur un serveur géré par la société ARDIS implanté à Grenoble.

Aussi, l'exploitant en déduit que ses données sont accessibles en cas d'incendie depuis l'extérieur.

À l'exception de l'oxyde d'éthylène et le fioul domestique, les produits répertoriés sous les rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées sont des produits d'entretien.

Les produits cités précédemment ne sont pas stockés dans les cellules.

Le fioul alimentant les motopompes est stocké dans le local sprinklage, et l'oxyde d'éthylène dans un local localisé à l'extérieur l'extérieur de l'entrepôt, et séparé de tout bâtiment.

Les inventaires sont réalisés 1 à 2 fois par an.

Par courriel en date du 21 décembre 2023, le commissaire au compte de la société EINEXI a précisé que l'inventaire du 19 décembre 2023 ne comporte aucun écart.

L'exploitant ne dispose pas un plan général lié à l'état des stocks.

Non-conformité (faits significatifs): l'état des stocks n'est pas mis à jour a minima de manière hebdomadaire, l'exploitant ne dispose pas non plus d'un plan général de stockage lié à l'état des stocks.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition: l'inspection propose à la préfète de l'Oise de mettre en demeure l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de mettre à jour a minima de manière hebdomadaire l'état des stocks, et d'établir le plan général de stockage lié à l'état des stocks.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

Thème(s) : Risques accidentels, Connaître les quantités de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a

<p>minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks présenté par l'exploitant est exploitable. Tous les produits stockés relèvent de la rubrique 1510.</p> <p>Il n'y a pas de matières dangereuses, relevant des rubriques 4XXX de la nomenclature des ICPE, stockées au sein des cellules.</p> <p>L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire synthétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks simplifié.</p> <p><u>Non-conformité (faits significatifs) :</u> Absence d'un état des stocks simplifié.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Proposition:</u> l'inspection propose à la préfète de l'Oise de mettre en demeure l'exploitant, sous un délai de 3mois, de mettre en place un état des stocks simplifié..</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8
Thème(s) : Risques accidentels, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise qu'il n'y a pas de matières incompatibles présentes au sein de son entrepôt.</p> <p>Un contrôle effectué par sondage au sein de la cellule 3 n'a pas permis de constater la présence de matière chimiquement incompatible.</p> <p>L'inspection n'a donc pas relevé de non-conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenant fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre</p>

l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.

Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

Constats :

Suivant l'exploitant, il n'y a pas de liquide inflammable présent dans des contenants fusibles stockés dans les cellules.

Les produits d'entretien sont stockés dans le local ménage dédié à cet effet.

Le fioul alimentant les motopompes est stocké dans le local sprinkleur.

L'inspection n'a donc pas relevé de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec

les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Les moyens de lutte contre l'incendie sont constitués de :

- 3 poteaux incendie extérieurs localisés sur la rue des hêtres ;
- RIA ;
- extincteurs.

L'entrepôt a été autorisé le 29 décembre 2009. La prescription relative aux distances entre les poteaux et les cellules et entre les poteaux, fixées par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, n'est pas applicable.

Les extincteurs sont facilement accessibles et visibles. L'exploitant précise que les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

L'exploitant précise que les dispositions des RIA permettent d'attaquer un foyer sous 2 angles différents.

Le site est équipé d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkleur.

Le compte rendu de vérification de l'installation effectuée le 22 février 2024 :

- 1 non conformité (avec risque de mettre en échec) : « Les essais du groupe motopompe diesel n'ont pas été réalisés, celui-ci est à l'arrêt. RISQUE D'ECHEC DE L'INSTALLATION » ;
- des non-conformités (n'entraînant pas d'échec) :« - Entrepôt : WC personnel cellule 3 non protégé ;- Entrepôt cellule 3 : câble en attente accroché au réseau sprinkleur ;- Entrepôt : respecter une cheminée de 15 cm entre chaque double rack ;- Entrepôt : allée piétonne de 1m20 non protégée ;- zone stérilisation : cette zone n'est pas protégée » ;
- des observations et/ou des propositions d'amélioration :« - Hydrophore pompe jockey : hydrofort de plus de 10 ans, à remplacer ;- groupe motopompe B1 : présence d'une fuite sur le volant de la vanne de refoulement B1 (DN250) ;- cloche d'alarme poste : la cloche d'alarme du poste 10 ne fonctionne pas. À corriger ;- télésurveillance : nous transmettre le nom de la télésurveillance. ;- hydrophore pompe jockey : l'hydrophore est vide d'air- groupe motopompe B1 : défaut de la sonde niveau gasoil, celle-ci se met en défaut au démarrage du groupe motopompe (la pompe est HS, commande est en cours) ».

Par courriel en date du 21 juin 2024, l'exploitant a transmis une fiche d'intervention de la société Maintenance Sprinkler Entretien Services.

Cette fiche précise que la pompe hydraulique du groupe n°2 a été remplacée. En outre, un test de charge a été effectué. Les actions correctives listées précédemment concernent la non-conformité (avec risque d'échec de fonctionnement de l'installation).

Cependant, cette fiche précise que l'alignement de la pompe est à faire au laser impérativement.

L'exploitant a effectué un exercice d'évacuation en simulant un incendie dans le local accueil chauffeur, et il a précisé que l'exercice réalisé fait office d'exercice de défense incendie.

Non-conformité (faits modérés) : Aucun élément présenté par l'exploitant atteste que :

- l'alignement de la pompe au laser a été réalisé ;
- les non-conformités (sans échec), les observations et les propositions d'amélioration ont été prises en compte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective : Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'alignement de la pompe, d'engager des actions correctives portant sur les non-conformités (sans échec), et de prendre en compte les propositions d'amélioration.

L'exploitant transmet à cet effet des justificatifs sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Constats :

L'exploitant n'a pas fourni des éléments d'appréciation sur le volume d'eau nécessaire pour lutter contre un incendie sur une durée de 2 heures.

L'inspection rappelle que ce volume est déterminé suivant le document technique D9.

De même, il existe aucune information sur les débits permettant de déterminer l'adéquation entre le volume d'eau nécessaire (calculé suivant le document technique D9) et les débits d'eau délivrés par 3 poteaux incendie extérieurs (localisés sur la rue des hêtres).

Non-conformité (faits significatifs) : la disponibilité de la ressource en eau pour lutter contre un incendie sur une durée de 2 heures n'a pu être établie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : l'inspection propose à la préfète de l'Oise de mettre en demeure l'exploitant de déterminer la quantité d'eau requise pour lutter contre un incendie sur 2 heures suivant le guide D9, et de justifier par ailleurs la disponibilité de cette eau.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : surveillance oxyde d'éthylène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Oxyde d'éthylène
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle annuel est effectué à la demande de l'exploitant par un organisme accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Ce contrôle est réalisé en sus d'éventuels contrôles inopinés. Les mesures portent " a minima " sur le débit des effluents atmosphériques et sur leur concentration en oxyde d'éthylène, et sur tout autre paramètre jugé pertinent par l'exploitant. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception par l'exploitant. Cette transmission est accompagnée des commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'examen portant sur le contrôle des émissions d'oxyde éthylène effectué le 01 juin 2023 par l'organisme BUREAU VERITAS montre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> la concentration d'oxyde d'éthylène mesurée est de 1,06 mg/Nm³, celle-ci est inférieure à la VLE de 2 mg/Nm³ fixée à l'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 décembre 2009 ; le flux d'oxyde d'éthylène mesuré est de 0,00212 kg/h, et reste inférieur à la VLE de 10 g/h fixée par ce même article de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 décembre 2009. <p>De même, le contrôle réalisé l'année précédente le 02 juin 2022 par l'organisme BUREAU VERITAS n'a pas mis en évidence des dépassements des VLE : 1,64 mg/Nm³ pour la concentration (VLE : 2 mg/Nm³) et 0,00561 kg/h pour le flux (VLE : 10 g/h).</p> <p>L'inspection n'a donc pas relevé de non-conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite